

## Questions orales

## LA FISCALITÉ

**M. Dick Harris (Prince George—Bulkley Valley, Réf.):** Monsieur le Président, le gouvernement refuse toujours d'exclure la possibilité d'une augmentation d'impôt dans le prochain budget. Il n'y a pas de quoi s'étonner vu l'habitude qu'ont les libéraux de dépenser. Par exemple, le ministre de la décadence nationale a fait, dans son bureau de Toronto. . .

**Le Président:** À l'ordre. Je prie les députés d'observer un certain décorum lorsqu'ils s'adressent la parole. Je demande au député de retirer le terme décadence.

**M. Harris:** Monsieur le Président, je suis désolé, cette habitude de dépenser des libéraux a influé sur mes paroles. Je retire ce commentaire.

• (1450)

Monsieur le Président, 500 000 \$ ont été dépensés pour remettre à neuf les bureaux à Toronto, pour subventionner de chics résidences pour les militaires de haut rang et pour offrir à ces derniers des vacances de golf en Floride. Le ministre des pertes et des océans, pour ne pas être en reste, a dépensé des millions de dollars pour l'achat de nouveaux équipements destinés à son ministère et des dizaines de milliers de dollars pour son propre bureau.

Comment diable le premier ministre peut-il s'attendre à ce que les contribuables crachent encore de l'argent? Croit-il, comme le député de Broadview—Greenwood, que les Canadiens vont tout simplement accepter de payer?

**Le Président:** Le député de Bourassa.

\* \* \*

[Français]

## L'IMMIGRATION

**M. Osvaldo Nunez (Bourassa, BQ):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Le ministre entend procéder dès vendredi à la déportation d'une réfugiée originaire de Trinidad—Tobago, victime de violence conjugale, en dépit de l'intervention de plusieurs groupes de défense des droits des femmes. Elle a divorcé en 1991 après avoir été victime de violence de la part de son ex-mari, lequel est revenu au Québec grâce à une autorisation spéciale du ministre.

Le ministre compte-t-il intervenir en prenant des mesures pour annuler la déportation de M<sup>me</sup> Taramatie Ramsuhag et de ses trois enfants?

[Traduction]

**L'hon. Sergio Marchi (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Bien qu'il soit difficile de discuter en détail de cas particuliers, j'aimerais faire remarquer au député et à ses collègues de la Chambre que la personne en question a comparu à deux reprises devant la commission du statut de réfugié qui, chaque fois, a rendu une décision défavorable. Son

expulsion, conséquence logique de ce verdict, a été retardée afin que l'on puisse juger de son cas conformément aux lignes directrices concernant la persécution fondée sur le sexe, ce qui a été fait. Là aussi la réponse a été négative. Je tiens à souligner que le Canada est le seul pays au monde à avoir de telles lignes directrices.

Selon moi—et je pense que le député devrait le reconnaître—cette personne a bénéficié de tous les recours qu'offre le système et ce, en toute équité. Si le député possède des renseignements nouveaux, autres que ceux qui ont été divulgués lors des trois audiences, je le prierais de me les communiquer afin que l'on puisse en tenir compte dans les plus brefs délais.

[Français]

**M. Osvaldo Nunez (Bourassa, BQ):** Monsieur le Président, puisque je ne suis pas satisfait de la réponse du ministre, je m'adresse maintenant à la vice-première ministre.

Entend-elle intervenir auprès de son collègue de l'Immigration, puisqu'elle s'était engagée personnellement en 1993 à empêcher la déportation d'un groupe de 14 femmes immigrantes victimes de violence conjugale dont faisait partie M<sup>me</sup> Ramsuhag?

**L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Lib.):** Monsieur le Président, nous avons pris des mesures en 1993. Nous sommes le seul pays au monde qui a des directives contenues dans la Loi sur l'immigration pour intenter des poursuites dans le cas de discrimination basée sur le sexe. Nous avons promis cela en 1993 et nous l'avons fait.

Nous sommes le seul pays au monde qui le reconnaisse. Il y a des pays qui font de la discrimination. Ces directives doivent permettre aux femmes qui sont éligibles d'obtenir le statut de réfugié.

\* \* \*

[Traduction]

## LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

**M. Lee Morrison (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia, Réf.):** Monsieur le Président, au cours de l'ajournement, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a pigé dans la banque de ressources libérales pour trouver la future titulaire d'un poste au conseil d'administration de la Société du crédit agricole. M<sup>me</sup> Joan Meyer travaille depuis longtemps dans les coulisses du parti au sein de sa circonscription. Elle a dirigé la campagne du candidat libéral défait Rob Heindrichs et est l'épouse de Don Meyer, candidat défait au provincial et donateur du Parti libéral.

Mises à part ses références irréprochables en tant que collaboratrice libérale, quelles sont les qualifications qui justifient la nomination de M<sup>me</sup> Meyer à ce poste?

**Le Président:** Je demande aux députés de faire attention à la nature des questions qu'ils posent. Quand il s'agit de demandes de cet ordre, les questions auraient peut-être intérêt à figurer au *Feuilleton*.